

LOCALISER LES TRANSITIONS ÉCOLOGIQUES, DÉMOCRATIQUES ET SOCIALES



Recommandations
pour l'action publique
APR TEES - Projet TecDem

SYNTHESE DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS POUR L'ACTION PUBLIQUE :

- Amplifier l'implication des structures de l'intervention sociale (centres sociaux, EVS) dans les dynamiques de transition écologique et sociale
- Renforcer le maillage du territoire par des ressourceries comme points d'ancrage de sensibilisation, de pratiques et d'engagement autour des transitions.
- Soutenir la professionnalisation des fonctions d'accompagnement au service des collectifs citoyens engagés dans les transitions.
- Mieux articuler les actions concrètes de l'écologie du quotidien avec une approche globale des enjeux de transition
- Reconnecter les nouvelles formes d'engagement avec la démocratie environnementale en développant des modalités de participation délibérative

Contexte et objectif du projet

Notre projet envisage de **saisir ensemble les transitions écologiques, démocratiques et sociales** en s'intéressant à la fois à la question de la diversification des publics et aux relations entre transitions écologiques et démocratisation. Il s'agit pour nous d'appréhender : (1) les actions mises en place au nom de la transition écologique qui diffusent un idéal ou une promesse de participation, d'engagement collaboratif et de justice sociale et environnementale ; (2) les actions mises en place au nom de la transition démocratique, notamment celles qui proposent une plus grande implication citoyenne et se traduisent par des expérimentations et des mobilisations sur des questions environnementales.

Notre recherche **analyse les modalités de diffusion des transitions dans des quartiers populaires et dans différents contextes socio-spatiaux de la région Centre-Val de Loire**. Nous proposons de questionner la localisation des transitions écologiques, démocratiques et sociales au sens d'ancrage dans des lieux et des territoires, mais aussi d'actualisation dans des situations concrètes et des contextes sociaux particuliers. Pour ce faire, nous avons organisé un retour réflexif avec des acteurs (associatifs, pouvoirs publics) à l'échelle de la région Centre-Val de Loire à deux niveaux. D'abord, nous avons travaillé avec la fédération régionale des centres sociaux et le réseau régional des acteurs du réemploi et de la réutilisation sur les expériences des groupes participant à des actions qui intègrent transition écologique et transitions démocratique et sociale. Ensuite, nous avons étudié la place des enjeux de justice sociale et environnementale au sein des dispositifs de participation et d'implication citoyenne mis en œuvre par la région Centre-Val de Loire et nous avons réalisé deux études de cas territorialisées : l'une au sein de Bourges Plus et l'autre dans le PETR Pays Loire Beauce.

Principaux enseignements et recommandations

Notre posture de recherche est non normative, privilégiant une approche compréhensive, attentive au sens que les acteurs donnent à leurs actions ; critique, dans la mesure où les catégories mobilisées par les acteurs rencontrés ne sont pas tenues pour acquises, et, enfin, pragmatique, puisqu'elle s'intéresse davantage aux effets des actions sur les objectifs de transition qu'à la construction d'explications causales sur les dispositions à l'engagement. Nous nous appuyons sur des méthodes qualitatives ancrées dans les disciplines scientifiques des chercheur-es impliqué-es (anthropologie, géographie, sociologie). L'entretien, individuel ou collectif, de même que les échanges informels sont ici envisagés comme des moments d'accompagnement de la réflexivité des personnes impliquées dans l'action. Si nous postulons l'intérêt de saisir ce qui se fait au nom de la transition et de l'interroger à partir de ses différentes dimensions, nous ne souhaitons pas pour autant construire une approche normative des transitions qui évaluerait les initiatives ou expériences en fonction de leur capacité à impulser un changement durable, à modifier le régime. Il ne s'agit pas non plus d'équiper les groupes mobilisés de techniques ou de méthodes, ni de contribuer à une ingénierie sociale de la transition. Notre objectif est plutôt d'analyser, les effets des actions publiques et le sens que les personnes attribuent à des situations vécues comme des épreuves et des expériences.

La recherche TecDem a été une recherche partenariale, six ateliers regroupant les partenaires ont permis de construire un suivi du déroulement de la recherche, de prendre ensemble certaines décisions stratégiques (choix des territoires pour mener les études de cas par exemple). Par ailleurs, des actions spécifiques de valorisation des résultats intermédiaires ont été mises en place avec les partenaires. Enfin, dans le cadre du travail d'enquête, nous avons observé un grand nombre de réunions publiques et développé des échanges informels avec les partenaires ou les représentants de certaines structures.

Les journées d'étude de fin du projet (12 et 13 février 2026) ont permis un échange structuré sur chaque domaine d'action et sur les conclusions transversales. Ce texte s'appuie donc à la fois sur les conclusions scientifiques présentées dans le corps du rapport et sur les interactions avec nos partenaires ainsi que, plus largement, avec les personnes et représentants des structures qui ont participé à ces différents échanges. Les enseignements et recommandations formulés ici restent néanmoins de la responsabilité de l'équipe de recherche.

Nous présentons ici deux types de propositions. D'une part, des recommandations directement fondées sur les principaux enseignements de la recherche ; d'autre part, des éléments complémentaires issus des échanges menés avec les partenaires. Enfin, nous mettons en évidence des points d'attention et de vigilance identifiés par la recherche.

Comment articuler les dimensions écologique, sociale et démocratique ?

Nous avons montré comment, au sein des différents domaines de la recherche, certaines structures, associations, collectifs tentent d'articuler aujourd'hui les dimensions écologiques, sociales et démocratiques des transitions dans leurs actions. Nous avons identifié de nombreux freins pour la prise en compte conjointe des trois enjeux, tout en soulignant les atouts et les apports des positionnements et des modalités d'action propres aux centres sociaux et aux ressourceries, notamment au regard des enjeux écologiques et sociaux. Sur ce point, il nous paraît important de poursuivre et d'amplifier la dynamique dont nous avons retracé une partie de la trajectoire. Cela suppose de **maintenir et de généraliser l'implication des CAF** sur le soutien à des actions de transition écologique, mais aussi de **renforcer et d'élargir la prise en compte par la politique de la ville des enjeux de transition**, comme de nombreux acteurs l'appellent de leurs vœux. Il s'agit enfin **d'encourager les collectivités locales à s'appuyer sur ces structures pour élaborer et mettre en œuvre leur stratégie de transition**.

Notre recherche confirme les attentes des publics concernant le renforcement du maillage du territoire par des **ressourceries**. Ces structures, souvent multifonctionnelles, constituent des **points d'appui importants pour diffuser les transitions sur les territoires**, notamment dans des contextes socio-économiques et spatiaux peu porteurs. Toutefois, notre enquête montre aussi leur fragilité et leur dépendance aux emplois financés dans le cadre de dispositifs d'insertion. **Les attentes reposent ainsi sur une évolution de leur position dans le financement de la gestion des déchets, ainsi que sur une reconnaissance accrue de leur rôle en tant qu'infrastructures territoriales de la transition**.

Les **expérimentations mises en place par la Région Centre-Val de Loire** (programme Life Letsgo4Climate, actions de diffusion de la démocratie permanente) et ses partenaires ont contribué à **élargir les publics de la transition**, à faire émerger de **nouvelles formes d'engagement** et à favoriser la **mise en relation d'acteurs jusqu'alors peu connectés**. Elles ont ainsi rapproché les acteurs traditionnels de la protection de l'environnement, de nouveaux collectifs investis dans des actions de sobriété et les acteurs de l'intervention sociale marquée par l'éducation populaire. Malgré la fragilité et les difficultés rencontrées par les structures impliquées, de nombreux acteurs soulignent le **rôle central de la stratégie de soutien aux initiatives et de renforcement des réseaux portée par l'exécutif régional**.

La recherche montre que **l'articulation entre enjeux environnementaux et urgence sociale repose sur le déploiement d'actions concrètes, ancrées dans le quotidien des personnes**. Ces actions, en valorisant le « faire ensemble », les savoirs d'usage, et les pratiques à faible impact — souvent regroupées sous le terme « d'écologie du quotidien » — constituent des leviers efficaces d'engagement. Les initiatives liées au réemploi, à l'alimentation, aux jardins partagés ou aux ateliers d'échanges de pratiques, favorisent la diffusion de comportements de sobriété et une prise en compte des effets des pratiques individuelles et collectives. À cet égard, certaines structures rencontrées jouent un **rôle clé de traduction entre les objectifs de l'action publique et leur mise en œuvre opérationnelle**, en veillant au respect des savoirs et des positions des personnes concernées. Ces résultats soulignent **l'importance, pour les politiques publiques, de s'appuyer sur ces structures de proximité et d'inscrire les actions dans le temps long** ; pour les individus, l'engagement dépend de la confiance et des relations durables nouées avec les équipes, notamment au sein des centres sociaux ou des espaces de vie sociale, et de certaines ressourceries.

Les effets des tensions entre politisation et dépolitisation

Plutôt que prendre position en faveur d'une conception agonistique de la cause environnementale ou d'une (re)politisation de la transition écologique, notre analyse propose plutôt de saisir les effets des tensions entre politisation et dépolitisation sur les modalités de l'engagement. Nous avons pu identifier différentes **stratégies de dépolitisation permettant de pacifier les échanges et de promouvoir des actions considérées comme vertueuses par des publics hétérogènes, sans qu'un accord sur un horizon politique partagé soit nécessaire**. Les entretiens montrent également que, pour de nombreuses personnes enquêtées, la montée en généralité ou l'identification de causalités structurelles ne constituent pas en soi des supports de politisation lorsqu'elles ne trouvent pas de traduction dans des actions concrètes. Nous observons par ailleurs la diffusion de postures marquées par une prise de distance avec les modes d'action traditionnels des associations environnementales (plaidoyer, recours à la presse ou aux tribunaux) au profit de formes de politisation non conflictuelles, inspirées par le mouvement des villes en transition ou par une volonté de contribuer aux objectifs des politiques publiques.

Parmi les points d'attention, notre recherche met en évidence **les effets de la focalisation sur la réduction des émissions et sur l'urgence climatique**. Cette orientation peut générer, paradoxalement, une forme de déconnexion vis-à-vis des dynamiques territoriales et une mise à distance des enjeux de la démocratie environnementale. L'action publique environnementale, inscrite dans les références à la démocratie environnementale, portait l'ambition de construire une société réflexive fondée sur un pilotage partagé de l'action territoriale à partir d'une analyse collective des impacts des activités. Or, **la centralité accordée aux comportements individuels et à la responsabilité de chacun dans la réduction des émissions tend à reléguer au second plan d'autres enjeux environnementaux**, notamment les effets des nuisances et des pollutions sur la santé ainsi que les relations avec les activités économiques dominantes. La réintroduction de la question de l'adaptation à l'échelle locale peut se traduire par une (re)territorialisation de la question climatique qui pourrait prendre la forme, par exemple, d'exercices de prospective territoriale pour tenter de reconnecter la prise en compte du temps long et des causalités globales et les enjeux territoriaux.

Reconnecter l'offre de participation aux enjeux de mise en débat des politiques publiques

L'expérimentation du dispositif Life Letsgo4Climate a permis de démontrer, auprès des élus locaux de petites communes souvent réticents envers les dispositifs participatifs, qu'il était **possible de mobiliser les habitants autrement que par une simple offre de participation reposant sur des réunions publiques souvent peu fréquentées, en dehors de situations de conflits**. Cela peut contribuer à renforcer la capacité des propositions des chargés de mission, en ouvrant la voie à des formes d'expérimentation démocratique plus ambitieuses.

Dans le cas du programme Life Letsgo4Climate, comme dans de nombreuses actions mises en place par les centres sociaux et les ressourceries, **le mode d'engagement valorisé est celui du « faire », du faire ensemble au sein de différents collectifs, pour lesquels l'autonomie à l'égard des pouvoirs publics constitue une valeur positive**. Certains collectifs souhaitent, par leurs actions, davantage contribuer aux politiques publiques que mettre en débat leur fonctionnement ou les choix publics territoriaux. Or, le quiproquo sur les objectifs des premières réunions du programme Life Letsgo4Climate montre l'existence d'une autre posture : des citoyens profanes se déclaraient prêts à donner leur avis sur certaines dimensions des politiques publiques environnementales ou énergétiques, selon le modèle des conventions citoyennes. Par ailleurs, certaines associations, dans des contextes de conflits territoriaux, cherchent à remettre en débat les choix publics et à reconnecter les déclarations en faveur des transitions avec des enjeux concrets de leur territoire.

Le travail de recherche réalisé suggère que la reconnexion entre les nouveaux collectifs émergeant en faveur des transitions et des formes plus institutionnalisées de participation, impliquant la mise en débat des politiques locales, pourrait constituer un levier important pour configurer le public des transitions. Une meilleure reconnaissance du rôle des associations dans la démocratie environnementale pourrait ainsi contribuer à renforcer et élargir l'ancrage local du concernement.

Comment penser les transitions en mode projet ?

Notre stratégie d'entretien a privilégié une entrée par les actions concrètes des structures, des associations et des personnes rencontrées. Dans ce cadre, la notion de projet est apparue de manière récurrente dans les échanges. Elle renvoie d'abord à ce qui fonde l'action collective et constitue, pour les centres sociaux et les associations, un rappel de leurs valeurs et de leurs objectifs.

Pendant, nous savons également que le mode projet constitue à la fois un ressort et une contrainte pour l'action. Un grand nombre de structures doivent en effet assurer le financement d'une partie de leurs salariés à partir de projets financés. Dans ce contexte, les actions de transitions ou certaines thématiques environnementales sont diffusées sur le territoire par le biais d'appels à projets ou de dispositifs de contractualisation portés par différents commanditaires (CAF, ADEME, Région Centre-Val de Loire, autres organismes de l'État). Certaines structures ont la capacité de répondre à ces appels, mais savent aussi interagir avec les financeurs pour les amener à prendre en compte des spécificités locales ou bien pour leur faire entendre leurs priorités ; d'autres ont plus de difficultés à s'inscrire dans un processus de professionnalisation.

Il faut souligner ici que **les dispositifs de financement pluriannuels, ainsi que ceux offrant une plus grande marge de manœuvre, sont largement plébiscités**. De nombreux interlocuteurs expriment également une inquiétude sur le maintien d'un niveau de financement suffisant pour assurer la continuité de leurs activités. Plusieurs insistent sur la **difficulté à penser la pérennisation des activités dans un contexte où les financements privilégient majoritairement le soutien à l'émergence, à l'innovation ou à des actions vers de nouveaux publics**. Une contradiction apparaît ici de manière nette : alors que certains collectifs et associations se conçoivent comme la préfiguration de **structures destinées à accompagner des changements de pratiques et de modes de vie inscrits dans le temps long**, ils évoluent

sous la contrainte de temporalités courtes et d'incertitudes liées aux subventions et au financement par projet.

Cette tension concerne également les tentatives de structuration des réseaux régionaux d'appui qui se sont, certes, développés avec le soutien de la Région Centre-Val de Loire, mais restent fragiles. Ainsi, alors même que se multiplient des initiatives valorisant la mise en réseau des structures et la construction d'alliances qui dépassent la simple réponse commune à un appel à projets, se pose la question des effets de ce régime de financement sur la capacité des acteurs à travailler avec une vision pour l'avenir, dans un contexte où la priorité reste souvent la survie des structures et des emplois.

Les entretiens montrent aussi que la notion de projet ne renvoie pas uniquement à un cadre de financement, mais aussi à une manière de penser et de phaser l'action collective. Ces références sont particulièrement présentes dans les assemblages socio-énergétiques étudiés, dans le modèle d'action promu par Energie partagée, ainsi que dans l'ensemble du programme Life qui a formé des collectifs à la gestion de projet et à l'analyse réflexive des actions. Ces résultats soulignent le **rôle central des fonctions d'accompagnement au montage de projet**. L'ingénierie d'appui observée dépasse le rôle traditionnellement assuré par les réseaux associatifs ou de l'ESS — celui d'interface avec les pouvoirs publics ou de cadrage de l'émergence — pour s'inscrire dans un accompagnement approfondi des modalités même de l'action collective. Le financement du programme Life Letsgo4Climate a permis, à cet égard, de constituer des équipes dédiées de chargées de mission et de démontrer l'importance stratégique de ces fonctions.

Toutefois, la fin du programme pose de manière aiguë la question de la pérennité des collectifs accompagnés et de la qualité de leurs relations avec les pouvoirs publics. Dans cette perspective, la recherche souligne **l'importance de renforcer et de pérenniser les dispositifs de soutien à l'accompagnement des collectifs citoyens engagés dans les transitions**. Plus généralement, l'ADEME pourrait amplifier son rôle dans la conceptualisation, la professionnalisation et le maintien de ces fonctions d'accompagnement des collectifs citoyens engagés dans les transitions à l'échelle territoriale. Un point de vigilance à noter : ce renforcement ne devrait pas conduire à une normalisation excessive des répertoires d'action, au risque d'affaiblir la diversité des formes d'engagement et la capacité d'adaptation des collectifs aux contextes locaux.

Alors que les dynamiques de transition engagées nécessiteraient un renforcement des soutiens institutionnels, dans un contexte marqué par de fortes incertitudes sur la pérennité des financements, les échanges avec nos partenaires font également apparaître une **attente envers d'autres formes d'appui de la part des collectivités territoriales**. Celles-ci concernent notamment la mise en place de **projets immobiliers ou l'usage de bâtiments vacants, de friches ou de locaux mis à disposition**. La mise à disposition d'espaces constitue, en effet, un levier essentiel pour permettre la rencontre des collectifs engagés dans les transitions, le développement de tiers lieux ouverts au public et le déploiement de nouveaux services à la population, favorisant la diffusion de modes de vie plus sobres.

Les apories de la sensibilisation

Notre enquête montre la prégnance de l'idée selon laquelle le rôle des structures, des associations ou des individus en faveur des transitions écologiques doit consister avant tout à sensibiliser la population, et en particulier les groupes sociaux réputés éloignés de ces enjeux. Pourtant, les retours d'expérience nous amènent plutôt à constater des **difficultés à élargir le cercle des personnes concernées**. C'est en particulier ce que soulignent les facilitateur-rices des conversations carbone formées dans le cadre du programme Life Letsgo4Climate qui rencontrent des obstacles à la poursuite des ateliers au-delà d'une première phase.

L'analyse d'autres initiatives conduit à des constats similaires : les personnes qui sont prêtes à investir du temps sur des questions environnementales sont déjà sensibilisées. L'évaluation du succès des dispositifs ne peut reposer principalement sur la « capacité à convertir » des individus en apportant la preuve qu'ils ne l'étaient pas auparavant.

Tout se passe comme si le public à sensibiliser était pensé comme un citoyen disponible, mais profane, qu'il s'agirait de confronter à des dispositifs ou à des pratiques lui révélant l'ampleur et l'urgence de la question climatique, afin de transformer ses croyances et ainsi susciter un passage à l'action.

Dans ce domaine, les retours d'expériences des centres sociaux et de structures intervenant dans les quartiers populaires, soulignent que les pratiques et les méthodes d'éducation populaire parviennent parfois à convoquer leurs usagers et à assurer une qualité des échanges ; en revanche, elles sont freinées par l'utilisation des kits de sensibilisation écologique fondés sur la prise de conscience pour impulser le changement de pratique (cf. la distance exprimée par rapport aux Fresques du climat, ou les tentatives de déployer les conversations carbone à partir des centres sociaux). Malgré toutes les précautions, **les outils de sensibilisation révèlent souvent des tentatives de normalisation des pratiques, ou des injonctions au passage à l'action peu adaptées aux spécificités des catégories populaires** en matière de logement ou de revenus. **La question n'est pas simplement l'adaptation des méthodes à un type de public, mais bien un changement de regard sur les pratiques populaires à faible impact**, ce que tentent certaines actions portées par les centres sociaux. Les expérimentations en cours qui proposent de sortir des formes classiques de diffusion d'outils normalisés pour l'ouverture d'atelier en co-construction semblent avoir un potentiel intéressant pour porter la diffusion d'interrogations sur les effets du changement climatique pour les modes de vie des habitants des quartiers populaires.

Le faire ensemble comme modalité d'engagement

Nous avons montré que **les capacités d'élargissement du public sont plus importantes lorsque les initiatives portent sur des actions concrètes** (atelier cuisine, troc, bricolage, etc.). Ces actions constituent des espaces d'apprentissage et de partage de pratiques, favorisant l'appropriation progressive de nouvelles manières de faire. Elles peuvent ainsi soutenir des expérimentations personnelles et collectives susceptibles, à terme, de se traduire par un changement durable des pratiques. Les actions par et autour de l'alimentation, du réemploi, de la lutte contre le gaspillage peuvent constituer aussi des espaces de mise en cohérence des pratiques avec des valeurs : elles permettent en outre de montrer que **les arguments économiques peuvent rejoindre les arguments écologiques**. Certains acteurs jouent un rôle de traduction auprès de différents publics, qui ne se limite pas à une simple reformulation, dans un registre écologique, d'actions préexistantes initialement mises en œuvre à partir d'autres objectifs.

Le programme Life Letsgo4Climate a montré la capacité d'implication d'un processus tourné vers la promotion de l'engagement collectif dont la réussite a aussi reposé sur sa capacité à élargir les champs d'action de la transaction énergétique à une diversité d'initiatives de sobriété. Pour les personnes qui vont jusqu'au bout de la démarche, il apparaît que l'engagement et le passage à l'action sont plus stables et mieux ancrés que chez celles qui sont simplement exposées à des dispositifs ou à des outils de sensibilisation. Il convient également de souligner que le programme Life a permis, au-delà de la remobilisation des personnes déjà multi-engagées, de **mettre en relation localement des personnes déjà sensibilisées, mais qui n'avaient pas trouvé encore l'occasion de passer à l'action ni identifié une forme d'action compatible avec leur mode de vie**. Le parti-pris sous-jacent est que **toute forme d'implication peut constituer un point d'entrée vers un engagement en faveur de la transition**.

Un point de vigilance doit toutefois être pris en compte : afin d'éviter les effets d'hyperspécialisation ou de repli sur une seule thématique, ces dispositifs devraient encourager des articulations avec une approche globale des enjeux de transition, permettant de maintenir des liens entre les actions sectorielles (énergie, déchets, alimentation...) et des perspectives plus transversales.

*

*, *

Pour conclure, nous choisissons de relayer une inquiétude exprimée par plusieurs interlocuteurs quant à la réception et aux effets possibles de leurs actions : ils craignent une forme de (re)politisation des enjeux environnementaux portée par des groupes politiques qui attendent un bénéfice électoral de cette conflictualisation et de la remise en cause des objectifs de transition. Ces tendances, observables à la fois aux niveaux international et national, sont parfois relayées localement et encouragées par les signaux contradictoires transmis par certaines décisions publiques ; elles fragilisent la construction de consensus territoriaux. Elles peuvent conduire à disqualifier certaines actions en faveur des transitions, en les renvoyant à de simples positions « politiques ». La perspective d'un recul des objectifs de transition, voire d'une fragilisation de l'action publique environnementale au niveau national, alerte ainsi certains groupes qui concevaient initialement leurs engagements comme un appui à des objectifs partagés avec les pouvoirs publics. Ces craintes peuvent se traduire, selon les cas, par un retour vers des formes plus classiques d'engagement (listes municipales, associations environnementales), mais aussi par un découragement et, parfois, par des formes de retrait ou « d'exit ».

Appel à projet de recherche : Transitions Ecologiques, Economiques et Sociales

Nom du projet : TEC-DEM - LOCALISER LES TRANSITIONS ÉCOLOGIQUES, DÉMOCRATIQUES ET SOCIALES

Projet de recherche coordonné par : MELÉ Patrice, UMR CITERES, Université de Tours, CNRS, IUF

Equipe de recherche : BERTHELEU Hélène (CITERES), CIRELLI Claudia (CITERES), MELÉ Patrice (CITERES), NEZ Héroïse (LIED)

Coordination technique - ADEME : ROCCI Anaïs

Direction/Service : Direction Exécutive Prospective et Recherche / Service Dynamiques Sociales de la Transition

Durée : 01/2023-04/2026

Partenaire(s) et Acteur(s) impliqué(s) : Fédération des centres sociaux de la Région Centre-Val de Loire ; Réseau régional des acteurs du réemploi (RAR CVdL) ; Région Centre-Val de Loire ; Villes au carré ; MSH Val de Loire

Territoire(s) concerné(s) : région Centre-Val de Loire

